



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Un service d'intérêt général européen des chemins de fer ?

Le Parlement européen a adopté, lors de sa session de mars 1999, deux rapports concernant le développement des chemins de fer communautaires. Le premier (rapport Sarlis) concerne la modification de la directive 91/440 et recommande, notamment, une plus grande liberté d'accès aux infrastructures ferroviaires et un droit de transit accordé aux entreprises européennes. Le second rapport (rapport Swoboda) approuve les propositions de la Commission visant à étendre l'octroi de licences à tout opérateur assurant des services de transport et à rendre plus efficace l'offre ferroviaire.

Tout le monde s'accorde pour dire que l'avenir du chemin de fer est européen et que la construction d'un marché du chemin de fer et d'un territoire européens implique des opérateurs et des régulateurs organisés au niveau européen.

Le débat porte sur la meilleure façon d'y parvenir :

- faut-il libéraliser et introduire la concurrence intramodale sans se préoccuper de ses effets déstructurants, alors que la concurrence avec les autres modes de transport est très vive ?
- faut-il, comme le prône le CELSIG, travailler la perspective de services d'intérêt général de transport sur le territoire de l'Union afin de prendre en compte toute la dimension de la problématique transport (externalités, problèmes de sécurité et d'environnement,...) et adapter en conséquence la législation européenne, en articulant marché et service d'intérêt général ?

Les prises de position du Parlement ne répondent qu'imparfaitement à ces questions, l'accès libre aux infrastructures ne peut, seul, résoudre le problème dans toute sa complexité. Elles confirment la nécessité et l'urgence de l'appel initié par les participants au séminaire **des 22/23 mars 1999**, à Bruxelles (voir bulletin n°38), **pour inciter le Parlement et les instances européennes à promouvoir un large débat public sur les services d'intérêt général**, afin de définir les meilleures mesures à retenir pour maintenir l'équilibre entre le marché et l'intérêt général, ainsi que la cohésion économique, sociale et territoriale, comme le préconise l'article 16 du traité.

Jean-Claude Boual et Pierre Bauby

Aides d'Etat

Le règlement 659/99 portant modalités d'application de l'article 93 du traité de l'Union, adopté par le Conseil le 22 mars 1999, vient d'entrer en vigueur. Plusieurs nouveautés sont à remarquer, notamment, * la distinction faite entre une aide illégale, c'est à dire "une aide nouvelle mise à exécution en violation de l'article 93-3 du traité" et une "aide appliquée de façon abusive", c'est à dire utilisée par le bénéficiaire en violation d'une décision prise en application du règlement ; * la Commission peut enjoindre l'Etat membre "de suspendre le versement de toute aide illégale, jusqu'à ce qu'elle statue sur la compatibilité de cette aide avec le marché commun" et, également, de la "récupérer ...

European Railways as a Service of General Interest?

At its session in March 1999, the European Parliament adopted two reports concerning the development of railways in the Communities. The first (Sarlis) report relates to the modification of Directive 91/440 and recommends, notably, greater freedom of access to railway infrastructures and a transit right accorded to European companies. The second (Swoboda) report approves of the Commission's proposals aimed at granting of licences to any operator providing transport services and at making the supply of rail transport more efficient.

Everyone now agrees that the future of rail services lies in Europe, and that the construction of a railway market spreading across the Union requires regulators to be organised at the European level.

Present debate focuses on how best to achieve this:

- should railways be liberalised and intramodal competition developed regardless of the dislocation caused, given that competition is very strong in other forms of transport?
- should work be done (as CELSIG proposes) on the future of services of general interest in the field of Europe-wide transport, taking into account all the issues at stake (externalities, security and environmental problems etc.), so that European legislation may be adapted subsequently, to account for the linkage between markets and services of general interest?

The stance adopted by the Parliament does not touch on these questions fully. Free access to infrastructures cannot alone solve such complex problems. It confirms the importance and urgency of the **appeal** initiated by participants at the seminar **on the 22/23 March 1999**, in Brussels (see Bulletin No 38) **calling on the Parliament and European bodies to promote a public debate on the issue of services of general interest**, so that the best means for maintaining an equilibrium between the market and the general interest, may be achieved along with economic, social and interregional cohesion, as set out in Article 16 of the Treaty.

Pierre Bauby and Jean-Claude Boual

State Aid

Regulation 659/99 relating to the application modalities of Article 93 of the Treaty, adopted by the Council the 22 March 1999, has come into force. Several new points stand out, notably: * the distinction made between illegal aid, i.e. "new aid provided in violation of Article 93-3 of the Treaty", and "aid applied in an abusive manner", in other words aid used by a beneficiary in violation of decisions taken to applying the regulation; * the Commission may call on the Member State "to end payment of all illegal aid, until it rules on the compatibility of such aid with the common market", ...

provisoirement ; * l'affirmation d'un délai de dix ans pour pouvoir récupérer cette aide ; * la Commission se voit reconnaître de nouveaux pouvoirs de contrôle sur place.

La Commission a approuvé, le 31 mars dernier, un projet d'amendement de la directive sur la transparence 80/723/CEE proposant d'imposer aux entreprises privées et publiques, actives à la fois dans le secteur réservé et dans le secteur concurrentiel, des comptes distincts pour chaque activité. Cette double comptabilité permettrait à la Commission de détecter plus facilement l'existence de surcoûts couverts par l'Etat (conformément à l'article 90-2) et d'éventuels débordements du financement public dans l'activité concurrentielle de la société fournissant les services réservés, ce qui correspondrait à des aides illégales.

Droit d'établissement des sociétés

Dans son arrêt C-212/97 du 9 mars 1999, la Cour de Justice a déclaré qu'un citoyen européen a le droit de fonder une société dans l'Etat membre où les règles du droit des sociétés lui paraissent les moins contraignantes, pour ensuite créer des succursales dans d'autres Etats membres.

Réseaux transeuropéens d'énergie

Le Comité économique et social a approuvé la proposition de la Commission, tout en soulignant, notamment, qu'il y a lieu de garantir que les Etats membres imposent des obligations de service public assurant l'approvisionnement final dans des conditions équivalentes de qualité et de prix à tous les citoyens. Cette prise de position conforte la proposition du CELSIG de lancer au niveau de l'Union, la création de services d'intérêt

Initiatives

A l'occasion des élections européennes, **EAPN a présenté un manifeste en dix points** destinés aux partis politiques afin de lancer un débat tant au niveau européen que national, l'association rappelant que 57 millions d'européens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Renseignement : tel : + 32 2 230 44 55 / fax : + 33 2 230 97 33 / email : eapn@euronet.be

Sommet alternatif à l'université de Bonn, du 28 au 30 mai, afin de réaffirmer la nécessité d'une "véritable Europe des citoyens" organisé par le Mouvement Européen, l'Union des Fédéralistes et des Jeunes Fédéralistes Européens, l'Europa Union Deutschland, le Mouvement international Quart Monde, le Forum Permanent de la Société Civile, les fondations Friedrich Ebert et Heinrich Böll, IG Metall Jugend.

Le **Center for Utility Consumer Law**, situé à l'université de Hull, étudie les difficultés que rencontrent les consommateurs à bas revenus pour obtenir des services essentiels tels que l'eau, l'électricité, le gaz et le téléphone. Le Centre voudrait échanger des informations sur ce sujet avec des partenaires européens. Contact : cucl@law.hull.ac.uk

Adressez à "NOUVELLES-NEWS-EUROPE" de brèves informations en anglais et français par courrier, fax ou E-mail (celsig@worldnet.fr).

and may temporarily "recover" such aid; * the setting of a delay of ten years to recover such aid; * the Commission recognises that it has new powers of control in this respect.

On 31 March last, the Commission approved the project for an amendment to Directive 80/732/CEE on transparency, which proposes obliging private and public companies, which operate in both regulated and competitive activities, to establish separate accounts for each. This would allow the Commission to detect more easily excess costs covered by the State (in conformity with Article 90-2) and any, illegal, spill-overs of public finances into the competitive activities of companies providing regulated services.

The Right of Setting Up Companies

In its ruling (C-212/97) of 9 March 1999, the Court of Justice has declared that a European citizen has the right to set up a company in the Member State in which company law appears to be the least constraining, and then to create subsidiaries in other Member States.

Trans-European Energy Networks

The Economic and Social Committee has approved the proposal of the Commission, while stressing notably that there is room for Member States to impose obligations of public service, though ensuring the final supply for all citizens, under conditions of equal quality and price. This stance supports the proposal by the CELSIG of launching a service of general interest at the European level.

Initiatives

For the European elections, the **EAPN has put forward a 10-point manifesto** aimed at political parties, to launch a debate at the European and national levels, reiterating that 57 million Europeans live below the poverty threshold. For information: tel: + 32 2 230 44 55 / fax: + 33 2 230 97 33 / email : eapn@euronet.be

An alternative Summit will be held at the University of Bonn, the 28 and 30 May, with the aim of re-stating the need for a "real Citizens' Europe". It is organised by the European Movement, the Union of Federalists and Young Federalists for Europe, the Europa Union Deutschland, the International Movement of the Fourth World, the Permanent Forum for a Civil Society, the Friedrich Ebert and Heinrich Böll Foundations, and IG Metall Jugend.

The **Center for Utility Consumer Law**, based at the University of Hull, researches the difficulties which low income consumers can experience in obtaining essential services, such as water, electricity, gas, telephone. The Center seeks opportunities to exchange information on this subject with European partners. Contact : cucl@law.hull.ac.uk

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or Email (celsig@worldnet.fr).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et Email. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 80 euros. *Subscription for 1 year: euro 80*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.